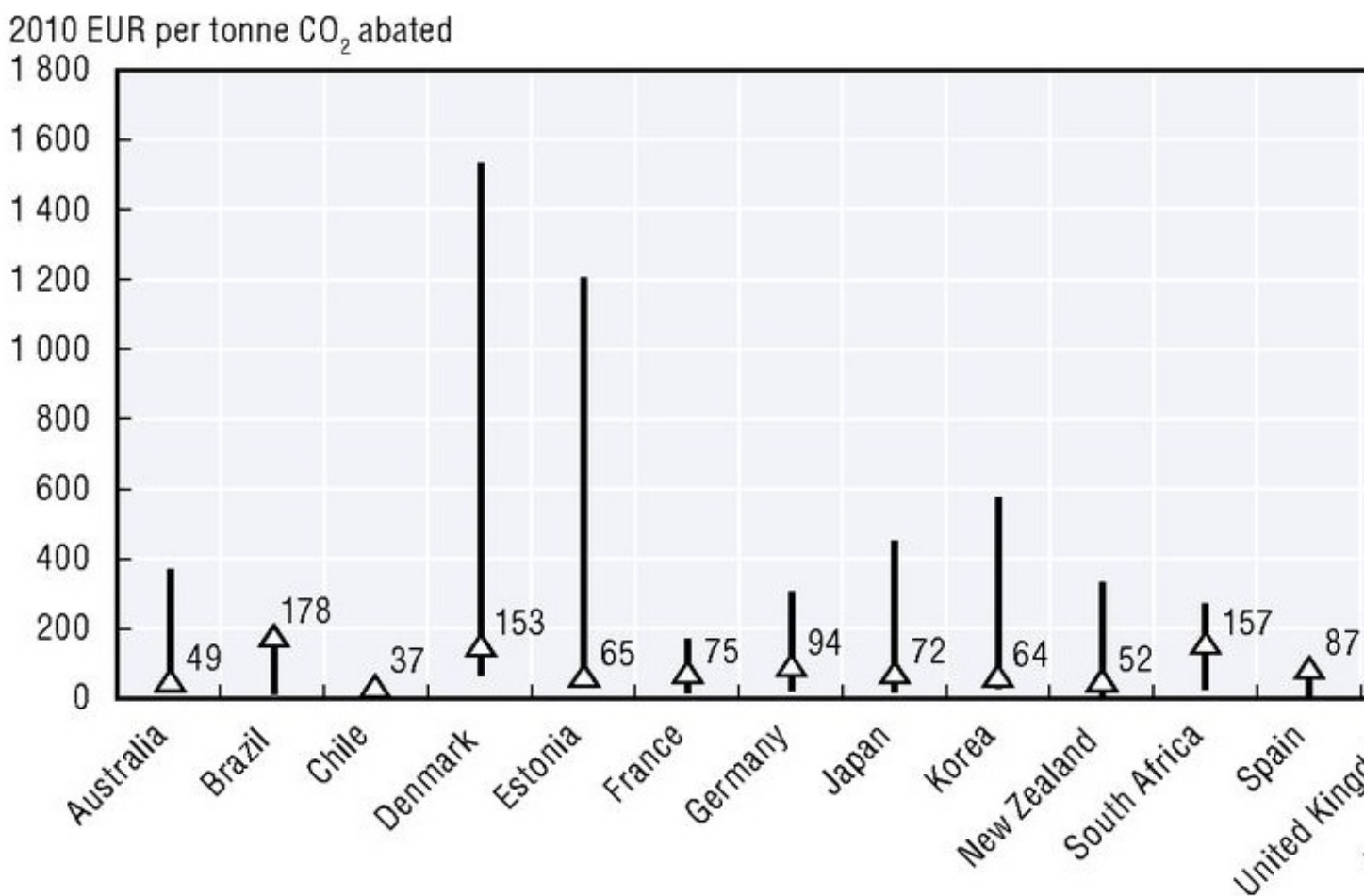


**PARIS (MPE-Média)** – « Les prix effectifs du carbone », tel est le titre d’une étude rendue publique récemment par L’Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) peu après une conférence internationale à propos du changement climatique donnée à Londres au début octobre par son Secrétaire général M. Angel Gurría. Explications et lien vidéo en ligne.

Pour M. Gurría, « il n’y a qu’une voie à suivre : les gouvernements doivent mettre en place la panoplie de mesures optimale pour mettre fin aux émissions provenant des combustibles fossiles dans la seconde moitié du siècle. On ne pourra pas s’en sortir en choisissant quelques mesures faciles. »

**Figure 3.9. Estimated effective carbon prices in the road transport sector, by country**



Les prix estimés du carbone dans le secteur des transports routiers, par pays (source OCDE 2013)

Les taxes carbone et les systèmes d'échange de droits d'émission constituent les moyens les plus économiques pour faire baisser les émissions de CO2 et devraient être la clé de voûte des efforts gouvernementaux de lutte contre le changement climatique, expliquent les auteurs de cette nouvelle étude de l'OCDE.

Intitulée « Prix effectifs du carbone », cette étude montre que les taxes et systèmes d'échange sont préférables à d'autres moyens d'action comme les tarifs d'achat, les subventions et les instruments réglementaires. Elle indique que le coût moyen de réduction d'une tonne d'émission de carbone dans le secteur routier peut être jusqu'à huit fois plus élevé lorsque des instruments autres qu'une taxe sur les carburants sont utilisés (voir graphique ci-dessous), explique la même source.

« Les pays tarifient le carbone de multiples façons, pas toujours les plus efficaces », constate le Secrétaire général de l'OCDE, M. Angel Gurría.

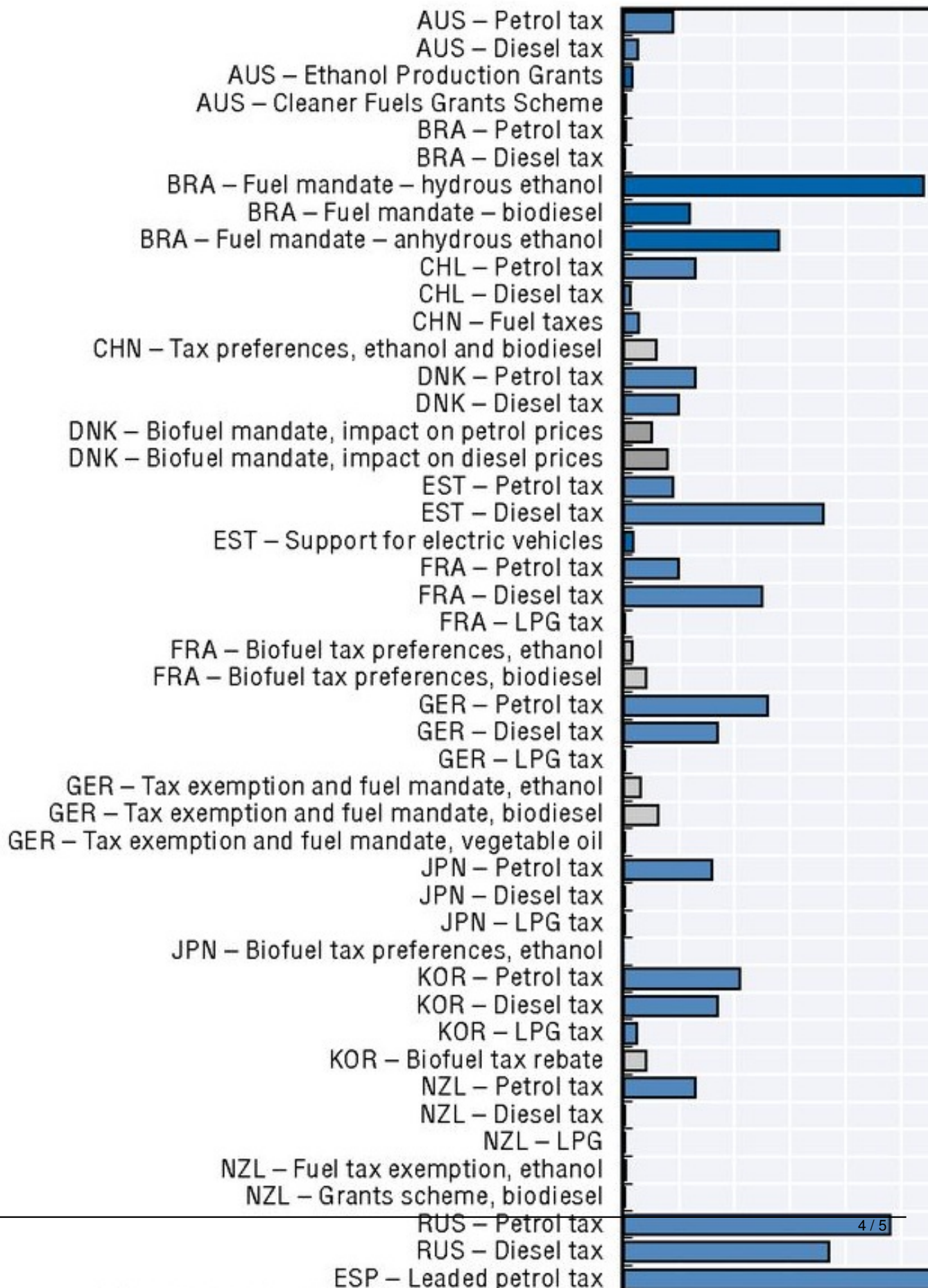
### **Une situation des plus confuses**

« Les initiatives de taxation et de réglementation des émissions de carbone sont légion, se traduisant par des prix trop élevés ou trop bas, et les résultats obtenus laissent beaucoup à désirer. C'est une situation des plus confuses, de laquelle n'émerge aucun signal clair et qu'il faut corriger », ajoute le patron de l'OCDE.

L'étude tire les enseignements des politiques en matière de changement climatique appliquées par 15 pays dans certains des secteurs qui figurent parmi les plus gros émetteurs de carbone : production d'électricité, transport routier, pâtes et papier, ciment et consommation d'énergie des ménages.

L'étude souligne que si les taxes carbone ont un coût évident – ce qui en fait une cible facile pour leurs opposants –, d'autres instruments entraînent des coûts plus élevés pour la société par tonne de CO<sub>2</sub> évitée, dans de nombreux cas sensiblement plus élevés, continue la même source.

Figure 3.11. **Costs of individual policy instruments and in the road transport sector**



http://www.oecd.org/fr/energie/les-prix-effectifs-du-carbone/

